



## CONCOURS D'ADMINISTRATEUR-ADJOINT 2019

### \* ÉPREUVE DE PRÉSÉLECTION \*

Vous disposez de **1 h 30** pour répondre aux **122 questions**, numérotées de 1 à 122, qui constituent le présent questionnaire à choix multiples.

**La note obtenue à cette épreuve n'est pas prise en compte pour la suite du concours.**

Cette épreuve comporte deux parties. Vous pouvez les traiter dans l'ordre que vous souhaitez.

**1 – PREMIÈRE PARTIE : Questionnaire à choix multiples sur des questions d'ordre général, juridique, administratif, logique, mathématique, comptable et relatives à l'environnement professionnel du Sénat (coefficient 2)**

Ce questionnaire comporte 100 questions numérotées de 1 à 100.

**Pour chaque question**, trois réponses sont proposées. **Il n'existe qu'une seule bonne réponse.**

Le **barème de correction appliqué à la première partie** est le suivant :

- bonne réponse ..... 1 point
- absence de réponse ou annulation d'une réponse ..... 0 point
- mauvaise réponse ou plusieurs réponses ..... - 0,5 point

**2 – SECONDE PARTIE : Questions à partir de documents fournis, ne relevant pas d'un programme spécifique, mais permettant d'apprécier les aptitudes et la capacité de raisonnement des candidats (coefficient 1)**

Ce questionnaire comporte 22 questions, numérotées de 101 à 122. Le dossier fourni est composé de plusieurs documents permettant de répondre à toutes les questions.

À chaque question, quatre réponses sont proposées. **Selon le cas, il existe une ou plusieurs bonnes réponses.**

Le **barème de correction appliqué à la seconde partie** est le suivant :

- bonne réponse, en totalité, à la question ..... 1 point
- une bonne réponse sur plusieurs exactes..... 0,5 point
- absence de réponse, mauvaise réponse ou  
nombre de réponses supérieur au nombre de propositions exactes ..... 0 point

## PREMIÈRE PARTIE

1. *« Longtemps je me suis couché... »*

- A. *De bonne heure. »*
- B. *Du pied gauche. »*
- C. *De mauvaise humeur. »*

2. **Un sous-préfet administre :**

- A. Un canton
- B. Un arrondissement
- C. Une circonscription

3. **Qui a affirmé que «*La Révolution française est un bloc dont on ne peut rien distraire* » ?**

- A. Napoléon Bonaparte
- B. Georges Clemenceau
- C. Victor Hugo

4. **Le chiffre d'affaires est la somme :**

- A. De la production vendue et de la production stockée
- B. De la production vendue, des ventes de marchandises et de la production stockée
- C. De la production vendue et des ventes de marchandises

5. **Dans quelle ville siège la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) ?**

- A. Luxembourg
- B. Strasbourg
- C. La Haye

**6. Le cardinal Mazarin fut le ministre :**

- A. De Louis XIII et Louis XIV
- B. De Louis XIII
- C. De Louis XIV

**7. L'article 34 de la Constitution définit :**

- A. Les modalités du recours au référendum
- B. Le domaine du règlement
- C. Le domaine de la loi

**8. Lequel de ces trois films n'a pas été tourné par Jacques Tati ?**

- A. *Perceval le Gallois*
- B. *Mon oncle*
- C. *Les vacances de Monsieur Hulot*

**9. Quel est l'intrus dans la série suivante : 58CT – 91QG – 63SS ?**

- A. 58CT
- B. 91QG
- C. 63SS

**10. Quelle phrase ne comporte pas de fautes d'orthographe ?**

- A. Il était censé venir tous les mardis soirs
- B. Nul n'est sensé ignorer la loi
- C. Le plus censé serait de renoncer

**11. Le taux d'abstention à une élection a été de 40 %. Il n'y a eu ni vote blanc, ni vote nul. Un candidat a obtenu 70 % des suffrages. Par rapport à l'ensemble des électeurs inscrits, le pourcentage de voix obtenu par ce candidat est :**

- A. 28 %
- B. 42 %
- C. 30 %

**12. Alphonse Mucha est un peintre et affichiste :**

- A. Viennois des années 1920
- B. Berlinois des années 1880
- C. Tchèque des années 1900

**13. Un test de dépistage d'une certaine maladie est positif neuf fois sur dix chez une personne malade et négatif huit fois sur dix chez une personne saine. Cette maladie atteint 10 % de la population. La probabilité qu'une personne ayant un test positif soit réellement malade est :**

- A.  $\frac{1}{3}$
- B.  $\frac{2}{3}$
- C.  $\frac{9}{10}$

**14. Parmi ces affirmations, laquelle n'est pas exacte ?**

- A. Le navire de l'explorateur portugais Ferdinand Magellan a fait le tour du monde au début du XVI<sup>e</sup> siècle
- B. L'explorateur français Jacques Cartier a découvert le Canada au début du XVII<sup>e</sup> siècle
- C. Le navigateur anglais Francis Drake a navigué autour du monde à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle.

**15. Lors de l'acquisition d'une entreprise, le fonds commercial est enregistré :**

- A. En charges
- B. En immobilisations incorporelles
- C. Comme une information à mentionner dans les annexes des états financiers

**16. Qu'est-ce que le gerrymandering ?**

- A. Une théorie économique sur la croissance d'inspiration libérale
- B. Un mode opportuniste de découpage des circonscriptions électorales
- C. Un ensemble de techniques agressives de communication politique inspirées du marketing

**17. Un bus s'arrête : 7 personnes en descendent et 16 autres montent. À l'arrêt suivant, 9 personnes montent et 14 descendent, 1 autre en descend et remonte. Au troisième arrêt, personne ne monte et 4 personnes descendent. À la fin, il y a dans le bus :**

- A. Plus de personnes qu'au départ
- B. Moins de personnes qu'au départ
- C. Le même nombre de personnes qu'au départ

**18. La Guerre des Six jours a eu lieu :**

- A. En juin 1967
- B. En octobre 1973
- C. En juillet 1976

**19. Une immobilisation financière peut être :**

- A. Amortie et dépréciée
- B. Uniquement dépréciée
- C. Uniquement amortie

**20. Quel a été le nombre de demandes d'asile enregistrées en 2017 en France ?**

- A. Un peu plus de 75 000
- B. Un peu plus de 100 000
- C. Un peu plus de 130 000

**21. Comment appelle-t-on la donation qui permet à un conjoint de léguer à l'autre une partie, voire la totalité de ses biens à son décès ?**

- A. La donation au dernier vivant
- B. La dotation graduelle
- C. La dotation partage

**22. L'améthyste est une pierre de couleur :**

- A. Jaune
- B. Rouge
- C. Violette

**23. Dans la liste de nombres : 17 – 23 – 41 – 53 – 67 – 91 – 97, l'intrus est :**

- A. 53
- B. 97
- C. 91

**24. Quelle est la formule correcte ?**

- A. Ces rapports que nous avons lu avec attention...
- B. Ces rapports, nous les avons tous lus avec attention...
- C. Ayant lus tous ces rapports avec attention...

**25. Un automobiliste a roulé à 48 km/h en ville, à 80 km/h sur route secondaire et à 128 km/h sur autoroute. Il a parcouru 160 km sur autoroute et 40 km sur route. Le trajet total a duré 2 heures. La distance parcourue en ville est :**

- A. 15 km
- B. 12 km
- C. 16 km

**26. Quelle affirmation, relative à la loi Rivet du 31 août 1871, est correcte ?**

- A. Elle met fin à la semaine sanglante de la Commune de Paris
- B. Elle qualifie le chef de l'exécutif de Président de la République
- C. Elle limite à sept ans la durée du mandat du Président de la République

**27. La présidence tournante du Conseil de l'Union européenne est assumée, pour le premier semestre 2019, par :**

- A. La Finlande
- B. La Roumanie
- C. La Hongrie

**28. Un « bot » est :**

- A. Un agent logiciel automatique ou semi-automatique qui interagit avec des serveurs informatiques
- B. Une fausse information propagée de manière virale par un algorithme en fonction de l'historique de navigation
- C. Une méthode d'apprentissage automatique fondée sur la modélisation autonome des données

**29. En quelle année fut instaurée l'élection au suffrage universel direct du Président de la République ?**

- A. 1945
- B. 1958
- C. 1962

**30. Une valeur actuelle nette calculée au taux de 6 % positive signifie que :**

- A. Le taux de rendement interne est supérieur à 6 %
- B. Le taux de rendement interne est inférieur à 6 %
- C. Il n'est pas possible de conclure sur le niveau du taux interne de rendement

**31. Les élections départementales de 2015 ont été marquées par un changement important. Les électeurs devaient voter pour :**

- A. Un binôme composé d'une femme et d'un homme
- B. Un candidat qui cumule les fonctions de conseiller départemental et de conseiller régional
- C. Un candidat qui cumule les fonctions de conseiller départemental et de conseiller municipal

**32. Un coût de revient est utile :**

- A. Pour aider à fixer le prix de vente
- B. Pour savoir si l'entreprise est rentable
- C. Pour valoriser les stocks

**33. Parmi les trois listes de personnalités suivantes, laquelle contient un intrus ?**

- A. Auguste Renoir, Eugène Delacroix, Claude Monet, Pablo Picasso
- B. Jean Renoir, Jean Nouvel, Éric Rohmer, François Truffaut
- C. Franck Gehry, Renzo Piano, Christian de Portzamparc, Louis Le Vau

**34. Compléter la suite : 1 9 25 49 81 121 ? 225**

- A. 149
- B. 189
- C. 169



**35. Le président du Sénat Gaston Monnerville est né :**

- A. À Pointe-à-Pitre
- B. À Cayenne
- C. À Nouméa

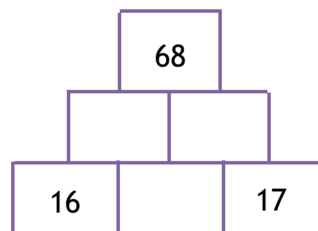
**36. Laquelle de ces institutions n'est pas une autorité administrative indépendante ?**

- A. Le Défenseur des droits
- B. Le Conseil économique, social et environnemental
- C. La Commission d'accès aux documents administratifs

**37. À la clôture de l'exercice, les créances clients sont comptabilisées :**

- A. En charges d'exploitation dans le compte de résultat
- B. À l'actif du bilan
- C. Au passif du bilan

**38. Chaque nombre inscrit sur une brique est le produit des deux nombres inscrits sur les briques qui la soutiennent. Quel nombre positif doit-on inscrire sur la brique du milieu de la rangée du bas ?**



- A. 0,25
- B. 0,5
- C. 1,5

**39. À quel montant est estimée la contribution totale de la France au budget de l'Union européenne en 2019 ?**

- A. 17,2 milliards d'euros
- B. 23,2 milliards d'euros
- C. 28,4 milliards d'euros

**40. Lequel de ces pays n'a pas de frontière commune avec la Russie ?**

- A. La Corée du Nord
- B. La Lituanie
- C. La Roumanie

**41. Les capitaux propres comprennent :**

- A. Les primes de remboursement des emprunts obligataires
- B. Les provisions réglementées
- C. Les provisions pour risques et charges

**42. Parmi ces trois mots, un seul est masculin. Lequel ?**

- A. Échappatoire
- B. Urticaire
- C. Planisphère

**43. Le Président de la République française peut intervenir dans le processus législatif :**

- A. En s'exprimant pendant le vote de la loi devant le Parlement
- B. En présentant une proposition de loi devant le Parlement
- C. En demandant une nouvelle délibération de la loi avant de la promulguer

**44. Les prochains Jeux Olympiques d'été auront lieu en 2020, à :**

- A. Tokyo
- B. Los Angeles
- C. Osaka

**45. Si une loi est muette sur son entrée en vigueur, celle-ci intervient :**

- A. Lorsque les textes d'application nécessaires ont été pris
- B. Le jour de sa publication au Journal officiel
- C. Le lendemain de sa promulgation

**46. Les 12 membres d'une assemblée doivent désigner 3 d'entre eux pour les représenter. Le nombre de groupes de 3 personnes possibles est :**

- A. 220
- B. 720
- C. 1320

**47. Laquelle de ces délégations n'existe pas au Sénat ?**

- A. La délégation aux entreprises
- B. La délégation à l'évaluation des politiques publiques
- C. La délégation à la prospective

**48. L'indice de masse corporelle (IMC) se calcule en divisant la masse (en kg) de l'individu par le carré de sa taille (en m). Jean pèse 80 kg et a un IMC de 20, tandis que Julien, dont la taille est de 175 cm, a un IMC de 25. Quelle est, en cm, la différence de taille entre Jean et Julien ?**

- A. 15 cm
- B. 20 cm
- C. 25 cm

**49. Un cénotaphe est :**

- A. Un tombeau élevé à la mémoire d'un mort, et qui ne contient pas de corps
- B. Un monument sculpté où est déposé le corps d'un défunt
- C. Une sculpture portant les blasons d'une grande famille

**50. Dans un tableau de remboursement d'un emprunt, l'annuité :**

- A. Correspond à la somme de l'amortissement et des intérêts financiers
- B. Est forcément constante
- C. Correspond à la différence entre l'amortissement et les intérêts financiers

**51. La 317<sup>e</sup> Section est:**

- A. Un film de Pierre Schoendoerffer de 1964
- B. Un film de Leos Carax de 1990
- C. Un film de Costa-Gavras de 1982

**52. Laquelle de ces trois commissions n'est pas une commission permanente du Sénat ?**

- A. La commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées
- B. La commission de l'aménagement du territoire et du développement durable
- C. La commission des affaires européennes

**53. Lequel de ces départements n'est pas limitrophe du département du Rhône ?**

- A. La Savoie
- B. L'Ain
- C. La Loire

**54. Quelle est la nomenclature applicable à la comptabilité des départements ?**

- A. M14
- B. M52
- C. M71

**55. Le droit commun de la prescription en France est de :**

- A. 5 ans
- B. 30 ans
- C. 2 mois

**56. La « zone libre » française fut envahie par les Allemands et les Italiens le 11 novembre 1942 à la suite :**

- A. De l'opération Overlord
- B. De la seconde bataille d'El Alamein
- C. Du débarquement des Alliés en Afrique du Nord

**57. Le cours d'une action a diminué de 20 %. Pour retrouver sa valeur initiale, il doit augmenter de :**

- A. 20 %
- B. 25 %
- C. 30 %

**58. Parmi les phrases suivantes, laquelle contient une faute d'orthographe ?**

- A. Au prémice du printemps, une certaine tiédeur envahit la ville
- B. Les prémices de leur relation furent encourageantes
- C. Il marqua son désaccord avec les prémisses du discours

**59. L'excédent brut d'exploitation est influencé par :**

- A. Les charges de personnel
- B. Les cessions d'immobilisations
- C. Les charges d'intérêts

**60. Duquel de ces départements la Creuse n'est-elle pas limitrophe ?**

- A. L'Allier
- B. Le Cantal
- C. L'Indre

**61. La technique de l'imputation rationnelle des charges fixes :**

- A. Rend variables les charges fixes
- B. Diminue nécessairement le résultat analytique
- C. Augmente nécessairement le résultat analytique

**62. Qu'est-ce que le protêt ?**

- A. Une créance
- B. Une injonction à payer
- C. Un constat officiel établi par un huissier

**63. « Moucharabieh » désigne :**

- A. Le nom d'une dynastie arabe du XIII<sup>e</sup> siècle
- B. Un grillage dans l'architecture arabe traditionnelle
- C. Le nom d'une ville marocaine du Haut-Atlas

**64. Deux tonneaux A et B contiennent 350 litres de vin au total. On retire 20 litres de vin du tonneau A et 80 litres de vin du tonneau B, de telle sorte que le contenu du tonneau A équivaut à celui du tonneau B. Quelle quantité de vin contient le tonneau A au départ?**

- A. 145 litres
- B. 165 litres
- C. 205 litres

**65. Lequel de ces États n'a pas un Parlement bicaméral ?**

- A. L'Espagne
- B. Les Pays-Bas
- C. La Suède

**66. Quel est le seuil d'assujettissement à l'impôt sur la fortune immobilière (IFI) ?**

- A. 800 000 euros
- B. 1,3 million d'euros
- C. 1,5 million d'euros

**67. Les charges de personnel correspondent :**

- A. Aux salaires nets et aux cotisations sociales salariales et patronales
- B. Aux salaires bruts et aux cotisations sociales salariales et patronales
- C. Aux salaires bruts et aux cotisations sociales salariales

**68. Laquelle de ces personnalités n'est pas inhumée au Panthéon ?**

- A. Albert Camus
- B. Jean Moulin
- C. Alexandre Dumas

**69. Parmi les propositions suivantes, laquelle complète la suite logique et remplace le point d'interrogation ?**

**41 – 62 – 83 – 104 – 125 – ?**

- A. 146
- B. 134
- C. 166

**70. Les lois de Jules Ferry :**

- A. Ont rendu l'école publique, gratuite et obligatoire en 1881-1882
- B. Ont rendu l'école obligatoire jusqu'à 14 ans en 1889
- C. Ont rendu l'école publique, obligatoire et laïque en 1905

**71. Un cube de bois peint en rouge est découpé parallèlement à ses faces en 125 petits cubes de même taille. Le nombre de petits cubes qui n'ont aucune face rouge est :**

- A. 64
- B. 98
- C. 27

**72. Qu'appelle-t-on le « shutdown » ?**

- A. Une mesure prévue par la législation américaine lorsque le Congrès ne parvient pas à voter le budget fédéral : les administrations fédérales sont alors contraintes de fermer
- B. Une mesure prévue par la législation américaine demandant la fermeture des administrations fédérales américaines lorsque le budget de fonctionnement est insuffisant
- C. Une mesure prévue par la législation américaine permettant au président des États-Unis de décider de la fermeture des administrations fédérales américaines



**73. Selon le plan comptable général, une dette financière de long terme doit être comptabilisée :**

- A. Dans un compte de classe 1
- B. Dans un compte de classe 2
- C. Dans un compte de classe 3

**74. Quelle est l'orthographe fautive ?**

- A. Un compte-rendu
- B. Un compte rendu
- C. Des comptes rendus

**75. Qu'est-ce que « l’Affiche rouge » ?**

- A. Une affiche de propagande soviétique qui inspira un film à Pier Paolo Pasolini
- B. Une affiche de propagande nazie qui inspira un poème à Louis Aragon
- C. Une affiche de propagande américaine qui inspira un essai à Theodor Adorno

**76. Parmi les propositions suivantes, laquelle complète la série et remplace le point d'interrogation ?**

**Pau – Nice – Paris – ?**

- A. Marseille
- B. Lille
- C. Rennes

**77. Franklin D. Roosevelt a été élu président des États-Unis, pour la première fois :**

- A. En 1930 contre Woodrow Wilson
- B. En 1932 contre Herbert Hoover
- C. En 1939 contre Harry S. Truman

**78. Un dé à six faces numérotées de 1 à 6 est truqué de sorte que les probabilités d'apparition des faces soient proportionnelles à leurs numéros. La probabilité d'obtenir un six avec ce dé est :**

A.  $\frac{2}{7}$

B.  $\frac{3}{7}$

C.  $\frac{4}{7}$

**79. Laquelle de ces affirmations est exacte ?**

- A. Les lois de finances et les lois de financement de la Sécurité sociale peuvent être déposées indifféremment devant l'Assemblée nationale ou le Sénat en première lecture
- B. Les lois de finances et les lois de financement de la Sécurité sociale sont examinées par le Sénat, puis par l'Assemblée nationale
- C. Les lois de finances et les lois de financement de la Sécurité sociale sont examinées par l'Assemblée nationale, puis par le Sénat

**80. Si la longueur d'un rectangle diminue de 10 % et que sa largeur augmente de 20 %, alors l'aire de ce rectangle :**

- A. Augmente de 10 %
- B. Diminue de 6 %
- C. Augmente de 8 %

**81. La tentative est punissable :**

- A. En matière de crime uniquement
- B. En matière de crime et de délit lorsque le texte le prévoit
- C. En matière de crime, de délit et de contravention lorsque le texte le prévoit

**82. L'article 40 de la Constitution dispose que :**

- A. Les propositions et amendements formulés par les membres du Parlement ne sont pas recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquence soit une diminution des ressources publiques, soit la création ou l'aggravation d'une charge publique
- B. Lorsque le Sénat n'adopte pas la première partie du projet de loi de finances, l'ensemble du projet de loi est considéré comme rejeté
- C. Le Président de la République peut, après consultation du Premier ministre et des présidents des Assemblées, prononcer la dissolution de l'Assemblée nationale

**83. Quel livre commence avec cette célèbre formule : « *L'homme est né libre et partout il est dans les fers* » ?**

- A. *Traité sur la tolérance*
- B. *Du Contrat social*
- C. *De l'Esprit des lois*

**84. À la suite des révisions constitutionnelles qui ont eu lieu sous la Cinquième République, combien d'articles sur les 92 articles originaux de la Constitution promulguée en 1958 demeurent inchangés ?**

- A. 50
- B. 40
- C. 30

**85. Combien de temps dure un lustre ?**

- A. Une très longue durée
- B. Une période de cinq ans
- C. Une période de trente ans

**86. Qu'est-ce qu'une disposition d'ordre public ?**

- A. Une disposition qui réglemente la police administrative
- B. Une règle supérieure à la loi
- C. Une règle à laquelle un contrat ne peut pas déroger

**87. L'affectation, en garantie d'une obligation, d'un bien meuble incorporel ou d'un ensemble de biens meubles incorporels, présents ou futurs, est :**

- A. Une fiducie
- B. Un gage
- C. Un nantissement

**88. Le projet de « taxe GAFAM » consiste à :**

- A. Augmenter l'impôt sur les sociétés ayant un chiffre d'affaires supérieur à 10 millions en France
- B. Taxer le chiffre d'affaires français des sociétés des acteurs du numérique qui ont un chiffre d'affaires total supérieur à 750 millions
- C. Taxer de 3 à 5 % le salaire des dirigeants des acteurs du numérique

**89. Dans un club de sport, les hommes sont deux fois plus nombreux que les femmes. 70 % des femmes et 40 % des hommes pratiquent le Pilates. La direction estime que la moitié des membres du club pratiquent ce sport. Cette affirmation est :**

- A. Fausse
- B. Vraie
- C. On ne peut pas savoir

**90. Lequel de ces États n'appartient pas à la zone euro ?**

- A. Le Danemark
- B. La Finlande
- C. La Lettonie

**91. Dans quel album de Tintin voit-on pour la première fois le capitaine Haddock ?**

- A. *Le Crabe aux pinces d'or*
- B. *L'Étoile mystérieuse*
- C. *Le Secret de la Licorne*

**92. Le calcul des intérêts financiers s'appuie sur :**

- A. Le taux d'intérêt nominal et le capital restant dû
- B. Le taux annuel effectif global et le capital restant dû
- C. Le taux annuel effectif global et le montant de l'emprunt initial

**93. Qu'est-ce qu'un recours hiérarchique ?**

- A. Un recours administratif devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision contestée
- B. Un recours obligatoire contre les actes du préfet
- C. Un appel du recours gracieux

**94. Lequel de ces endroits n'abrite pas une base de lancement de fusées Soyouz ?**

- A. Le Kazakhstan
- B. La Guyane
- C. L'Ouzbékistan

**95. Un paronyme est un mot :**

- A. Qui présente la même étymologie
- B. Qui présente une certaine ressemblance par sa forme et sa prononciation
- C. Qui a la même prononciation mais une orthographe différente

**96. Un père avait 23 ans à la naissance de son fils. Dans 2 ans, il aura 4 fois l'âge qu'avait son fils il y a 5 ans. L'âge actuel du père est :**

- A. 38 ans
- B. 40 ans
- C. 42 ans

**97. Que désigne le sigle CET ?**

- A. Le compte épargne travail
- B. Le compte épargne-temps
- C. Le centre économique territorial

**98. À la fin d'un projet d'investissement, la récupération du besoin en fonds de roulement a pour conséquence :**

- A. Une augmentation de la trésorerie du projet
- B. La revente du matériel acquis en début du projet
- C. Une augmentation du besoin en fonds de roulement

**99. En tant que figure de style, « être ou ne pas être » est :**

- A. Une anaphore
- B. Une antiphrase
- C. Une antithèse

**100. Une somme d'argent placée au taux de 5 % annuel à intérêts composés a rapporté 200 € la première année. Combien rapporte-t-elle sur la période des deux premières années ?**

- A. 400 €
- B. 440 €
- C. 410 €

## SECONDE PARTIE

**101. Quelle est la part du tourisme dans le PIB français ?**

- A. 4,8 %
- B. 5,7 %
- C. 7,1 %
- D. 8,1 %

**102. Quelle est la durée moyenne de séjour en France des touristes étrangers en 2016 ?**

- A. 3,9 nuitées
- B. 4,5 nuitées
- C. 6,8 nuitées
- D. 7,7 nuitées

**103. Dans le cadre de la préparation du rapport n° 587, Mmes Artigalas et Morhet-Richaud :**

- A. N'ont conduit aucune audition préalable
- B. Ont conduit des auditions préalables et reçu des contributions écrites
- C. Ont conduit des auditions préalables et effectué un déplacement
- D. Ont reçu des contributions écrites et effectué plusieurs déplacements

**104. En avril 2015, l'Autorité de la concurrence a rendu un avis sur les relations commerciales des hôteliers avec les entreprises exploitant les sites de réservation hôtelière. Quelle était la plateforme mise en cause ?**

- A. Airbnb
- B. Expedia
- C. Booking
- D. Tripadvisor

**105. Dans leur rapport n° 587, Mmes Artigalas et Morhet-Richaud notent que la loi du 6 août 2015 :**

- A. A maintenu le dispositif des clauses de parité dites « restreintes »
- B. A interdit toute clause tarifaire et imposé le mandat comme cadre contractuel
- C. Est revenue sur l'avis de l'Autorité de la concurrence et a rétabli les clauses de parité tarifaire
- D. A exigé la possibilité pour les hôtels de recontacter les clients antérieurs

**106. La clause de parité liant les hôteliers aux plateformes de réservation hôtelière avait pour effet :**

- A. D'améliorer la concurrence entre les plateformes
- B. De faciliter l'entrée sur le marché de nouvelles plateformes
- C. De réduire la liberté des offreurs d'hébergement dans la fixation des prix
- D. De diversifier les conditions commerciales (conditions de réservation, petit-déjeuner inclus ou non, accès au spa...)

**107. Selon Mmes Artigalas et Morhet-Richaud, la suppression de la clause de parité n'a pas permis :**

- A. D'inciter les hôteliers à mieux maîtriser leur politique commerciale
- B. D'améliorer les relations entre les hôteliers et les plateformes
- C. De stabiliser les taux des commissions d'intermédiation
- D. De rééquilibrer de manière immédiate et significative le rapport de force économique

**108. Quel bilan tirent Mmes Artigalas et Morhet-Richaud des solutions apportées par le législateur pour améliorer les relations entre les hôteliers et les plateformes de réservation ?**

- A. Les relations entre les hôteliers et les plateformes sont entièrement régulées
- B. Les mesures prises dans la loi du 6 août 2015 sur la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques sont suffisantes et n'appellent pas d'autres interventions
- C. L'Autorité de la concurrence peut arrêter sa surveillance sur le secteur
- D. Les dispositifs prévus par le droit français doivent être consolidés dans le cadre d'un Règlement européen



**109. En matière de location de meublés de tourisme, quel(s) constat(s) est (sont) inexact(s) ?**

- A. Les locations de meublés touristiques entraînent, dans les villes caractérisées par un déséquilibre entre l'offre et la demande de logements, la raréfaction du marché locatif traditionnel
- B. Les locations de meublés touristiques ont un effet inflationniste sur le montant des loyers
- C. Les locations de meublés touristiques ont un effet inflationniste important sur le prix de l'immobilier
- D. Les locations de courte durée sont plus rentables à Paris que les locations meublées ou nues

**110. Laquelle (lesquelles) de ces affirmations est (sont) inexacte(s) ?**

- A. Le régime d'autorisation de changement d'usage est prévu par la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014
- B. Le régime d'autorisation de changement d'usage est obligatoire dans les communes de plus de 200 000 habitants et dans celles des départements de la petite couronne parisienne
- C. Le régime d'autorisation de changement d'usage est facultatif pour les communes ou les EPCI de plus de 50 000 habitants connaissant une situation de tension sur le marché du logement
- D. 1 149 communes ont bénéficié de la mise en œuvre du régime d'autorisation de changement d'usage sur décision du préfet

**111. Quelle(s) est (sont) la (les) limite(s) relevée(s) par les rapporteures, Mmes Artigalas et Morhet-Richaud, dans le contrôle des autorisations de changement d'usage ?**

- A. Les moyens humains affectés au contrôle ne sont pas suffisants
- B. Les registres des autorisations de changement d'usage pour meublés ne sont pas suffisamment développés
- C. La distinction entre résidence principale et résidence secondaire se révèle complexe
- D. Le montant de la sanction encourue reste relativement peu dissuasif

**112. Le dispositif de déclaration préalable d'une location de meublé donnant lieu à un numéro d'enregistrement est prévu :**

- A. Par la loi n° 2009-888 du 22 juillet 2009 de développement et de modernisation des services touristiques
- B. Par la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit
- C. Par la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové
- D. Par la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique

**113. En avril 2018, quel est le pourcentage de loueurs parisiens respectant leurs obligations de déclaration soumise à enregistrement ?**

- A. Environ 5 %
- B. Environ 15 %
- C. Environ 20 %
- D. Environ 30 %

**114. Quelle disposition ne figure pas dans l'accord passé entre les plateformes membres de l'UNPLV et le Gouvernement ?**

- A. Les plateformes s'engagent à demander au loueur si le logement loué constitue une résidence principale ou secondaire
- B. Les plateformes s'engagent à mettre en place dès que possible un outil automatique de blocage à 120 jours
- C. Les plateformes s'engagent à demander aux loueurs les justificatifs nécessaires lorsqu'ils louent une résidence secondaire ou une résidence principale plus de 120 jours
- D. Les plateformes s'engagent à réaliser un bilan d'étape avec le ministère de la cohésion des territoires après quelques mois de mise en œuvre de l'accord

**115. La location de meublé touristique est encadrée par :**

- A. Le code de l'urbanisme
- B. Le code du tourisme
- C. Le code civil
- D. Le code de la construction et de l'habitation

**116. En matière de locations meublées touristiques, le projet de loi ELAN vise :**

- A. À définir la notion de résidence principale
- B. À améliorer les rapports entre bailleurs et locataires
- C. À assortir le plafonnement de la durée de location d'une résidence principale de sanctions suffisantes
- D. À faciliter le changement d'usage des locaux d'habitation

**117. Le dispositif de sanction présenté dans le projet de loi ELAN s'applique :**

- A. Dans les communes n'ayant pas mis en place de procédure d'enregistrement mais où les démarches d'autorisation préalable de changement d'usage ont été rendues obligatoires
- B. Dans toutes les communes de plus de 200 000 habitants
- C. Dans les communes où les démarches d'autorisation préalable de changement d'usage et la procédure d'enregistrement sont mises en place
- D. Dans toutes les communes de moins de 200 000 habitants, pour les résidences principales

**118. Le projet de loi ELAN n'impose pas à la plateforme de location jouant le rôle d'intermédiaire :**

- A. De publier le numéro d'enregistrement dans l'annonce en ligne
- B. De bloquer le décompte des nuitées à 120
- C. De répondre aux requêtes des communes quant au nombre de jours de location d'un meublé de tourisme
- D. De transmettre les informations statistiques sur la plateforme Datatourisme

**119. Quelle mesure prévue par le projet de loi de lutte contre la fraude contribue à mieux réguler l'action des plateformes de location de meublés ?**

- A. La collecte des taxes de séjour auprès des loueurs professionnels
- B. La collecte des taxes de séjour auprès des loueurs non-professionnels
- C. La transmission à l'administration fiscale des revenus tirés de l'activité des utilisateurs
- D. La transmission à l'administration fiscale de la liste des loueurs non-professionnels

**120. La plateforme Datatourisme a pour objectif :**

- A. De favoriser la création de services innovants pour faciliter le parcours touristique
- B. D'accompagner les professionnels du tourisme dans leur transformation numérique
- C. De rapprocher et préciser les méthodes d'évaluation des retombées économiques
- D. De promouvoir à l'international le tourisme en France

**121. À compter de juillet 2018, la plateforme Datatourisme est alimentée par des :**

- A. Données uniquement institutionnelles en français
- B. Données uniquement institutionnelles en anglais
- C. Données institutionnelles et privées en français
- D. Données institutionnelles et privées en anglais

**122. Quel est l'objet de la proposition de Règlement européen publiée par la Commission européenne en avril 2018 ?**

- A. Fixer les règles de transparence sur les informations publiées en ligne par les plateformes numériques dans l'Union européenne
- B. Favoriser la création de bases de données statistiques sur l'économie du tourisme
- C. Améliorer la création d'applications utilisant les données statistiques sur l'économie du tourisme pour favoriser les expériences « clients »
- D. Développer les appels à projets numériques sur le tourisme de mémoire

## DOSSIER

### LISTE DES DOCUMENTS FOURNIS

Document n° 1	« Chiffres clés du tourisme » édition 2017. Étude économique de la Direction générale des entreprises.	6 pages	Pages 1 à 6
Document n° 2	Rapport d'information du 20 juin 2018 de Mmes Viviane ARTIGALAS et Patricia MORHET-RICHAUD sur l'hébergement touristique et le numérique, fait au nom de la commission des affaires économiques du Sénat par le groupe de travail « Tourisme » – Extraits.	33 pages	Pages 7 à 39
Document n° 3	Étude d'impact du projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, en date du 3 avril 2018 – Extrait.	9 pages	Pages 40 à 48
Document n° 4	Dossier de presse du troisième conseil interministériel du Tourisme (10 juillet 2018) – Extraits.	4 pages	Pages 49 à 52